

Crises démocratique et écologique : quelle place pour les citoyen·nes et habitant·es ?

Guillaume Faburel, Pr. Université Lyon 2, enseignant à Sciences Po Lyon, Sciences Po Rennes et l'Institut de Tramayes, chercheur à l'UMR Triangle (CNRS, Ecole normale supérieure de Lyon), coordinateur du Mouvement Post-urbain

Webinaire CNFR, le 20 mai 2025

Dans une histoire de France marquée par un État longtemps industriel et encore très centralisé, comment répondre efficacement aux grands enjeux écologiques qui concernent certes tout le monde mais affectent, du fait de la géographie, chaque territoire de manière spécifique ?

1/ Crise démocratique : institutions historiques dépassées

1.1 Crise de la représentation et des institutions

Personne ne peut ignorer que, partout, **les démocraties libérales sont en souffrance**. Entre crispations (d'autorité) et tentations (sécessionnistes), on parle même d'illibéralisme et de « démocrature » (ou douce tyrannie) pour évoquer leur pente autoritaire remarquée (cf. tous les régimes économiquement et militairement guerriers, qui plus est aujourd'hui par l'accès aux terres rares).

Parmi les raisons, nous trouvons de beaucoup la **crise des institutions**, d'Etat particulièrement, qui accompagne **celle de la représentation**, politique singulièrement, avec dérégulation et transferts au marché (cf. dernier cas en date, loi de simplification de la vie économique, notamment).

Nous assistons au **rétrécissement de quelques fonctions et valeurs historiques** (cf. la fonction providence de l'Etat social et, par exemple, les services publics). Nous assistons à la **fragilisation de certaines légitimités** d'action comme d'organisations (politiques), avec, comme exemple, la mutation des formes d'intervention moins directives que par le passé (cf. pilotage à distance très actuel de tous les appels à projet notamment).

Les instruments de l'action publique ont officiellement évolué vers des **formes de gouvernance et moins de gouvernement**, suivant en cela le modèle anglo-saxon et un **déplacement de gravité des centres décisionnels** : du triptyque commune/département/Etat historique, nous sommes engagés dans Intercommunalités-Métropoles/Régions/Europe... comme scènes de régulation (cf. rôle des agences d'Etat et Autorités d'évaluation).

Du fait de cette déprise des cadres historiques de l'agir politique, la fonction d'élus est grandement relativisée (avec, fait remarqué, une image dégradée et une méfiance attestée) et l'action publique en général incarne bien moins que par le passé **intérêt général et utilité collective** (cf. tous les baromètres de confiance qui mentionnent une baisse de ces items partout en Europe, par exemple).

D'où la volonté depuis les années 1980 de régénérer et de **re-légitimer la démocratie représentative par la participation** avec démultiplication des dispositifs : des budgets participatifs aux conseils en tout genre (de quartier, de développement, citoyens, local de l'environnement...), des réunions publiques aux ateliers de projet et conférences citoyennes, etc.

Toutefois, nombre d'écrits scientifiques relayent le fait que nous sommes plus près avec les dispositifs participatifs en vigueur d'une **instruction civique** dans un **régime d'acceptabilité sociale** que dans une démocratie véritablement dialogique où primerait une négociation concertée des enjeux et des finalités. Certains même, à l'exemple de Laurent Mermet, parlent de **démocratie d'élevage**.

1.2 Mutation de l'intérêt général et « retour au local »

Là aussi de manière dialectique, donc cause et conséquence dans le même mouvement, cette mutation de la chose publique et ce désengagement de l'ordre politique historique traduisent également un **rapport évolutif de ce que nous sommes comme individus et sujets politiques**.

On parle d'**individuation** (et non d'individualisme), c'est-à-dire de construction des sujets et de nos identités politiques moins par les grandes structures sociales elles-mêmes transmises et donc héritées (famille, école, partis par exemple) et bien plus construites au contact de **trajectoires et situations de vie** plus diversifiées que par le passé (cf. parcours résidentiels).

Ce sont donc ces **conditions et expériences plus immédiates et ordinaires**, d'abord socio-économiques, qui déterminent de beaucoup, tel un filtre interprétatif, nos **rapports aux pouvoirs**. En ce sens, nous sommes de pleins pieds dans l'ère libérale de nos sociétés, où l'on se croirait plus autonomes et affranchis mais en fait autrement guidés par le marché que dans le passé (cf. rôle des partenariats public-privé).

Dès lors, longtemps de mise, **le primat de l'utilité collective** sur la sphère individuelle et particulière est **relativisé** (cf. judiciarisation des décisions), et l'on parle dorénavant de fragmentation par des **intérêts généraux territorialisés** qu'il convient pour les autorités de médier, de négocier, surtout dans les Etats centralisés comme la France (d'où les instances de régulation, ex : Commission Nationale du Débat Public, qui toutefois voit en ce moment ses prérogatives réduites, au nom du retour évoqué de l'autorité).

C'est donc bien, pour les différentes tendances décrites, de valence positive comme moins positive, à **un retour territorial du local** auquel nous assistons, après des siècles de la forme Etat, qui, pour son propre pouvoir (construction identitaire de quelques frontières), a tenté d'uniformiser les cultures locales en neutralisant les singularités régionales notamment. Les **lois de décentralisation** (qui inaugurent aussi l'ère libérale du début des années 80), en portent le mouvement, même si plus une décentralisation administrative que politique.

De tout ceci, il découle que l'action locale et le pouvoir des collectivités territoriales sont, finalement, dans la crise décrite, perçus comme encore importants (même si le

statut d'élu est là aussi relativisé), au moins en comparaison d'un Etat considéré comme par trop vertical, technique et éloigné des situations (cf. taux de participation aux élections municipales, après celui à l'élection présidentielle de notre monarchie républicaine).

2/ Crise écologique : l'autonomie de plus en plus recherchée

2.1 Critique de l'autorité

A la fois cause et effet de cette crise, il en résulte que, en France comme ailleurs, les **institutions d'Etat et gouvernements nationaux** sont considérés comme **de moins en moins en capacité** pour traiter certains grands enjeux de société. Et, dans ce registre, nous trouvons particulièrement **l'écologie**.

En fait, si sur le siècle écoulé l'Etat a beaucoup œuvré au développement économique et au progrès social, et ce, en France, de manière très centralisée, **l'environnement** a été saisi tardivement et ce faisant de manière **très technique et sectorielle**, selon une vieille antienne d'impacts et de risques desquels se prémunir dans le champ de l'activité économique et de l'aménagement notamment.

Variable d'ajustement au développement, **les politiques d'environnement ont été rendues compatibles avec la doctrine libérale** de la dérégulation et le choc de croissance des 50 dernières années, y compris par la concertation dont nous avons déjà parlé, mais aussi par toutes les zones protégées (qui ne changent rien).

Et ce pour les effets que l'on connaît largement : une **incapacité à affronter la dévastation du vivant** de notre société techno-thermo-industrielle

Or, une toute dernière étude publiée dans *Nature* en mai 2025¹ confirme que même les scénarios les plus ambitieux - action climatique, « transition » énergétique, changements alimentaires - ne suffisent pas à revenir à l'intérieur des limites planétaires sûres d'ici 2050.

Les chercheurs ont testé trois futurs et projeté les impacts environnementaux de divers scénarios de politique mondiale jusqu'en 2050 et au-delà.

Les résultats montrent qu'avec les tendances et les politiques actuelles, la situation de notre planète devrait s'aggraver d'ici 2050 pour toutes les limites planétaires, à l'exception de l'appauvrissement de la couche d'ozone.

D'autres mesures sont donc cruciales, notamment l'association des politiques climatiques avec des mesures telles que l'adoption d'une alimentation plus saine, l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et des nutriments et la réduction du gaspillage alimentaire, qui peuvent atténuer considérablement les pressions environnementales.

¹ Detlef P. van Vuuren, 2025, "Exploring pathways for world development within planetary boundaries", *Nature*, May.

2.2 Retour de l'habiter

Pourtant, dans cette tendance politique à se rapprocher des situations et localités, **l'écologie qui n'est pas un domaine comme les autres**, singulièrement lorsque c'est à une crise de notre subsistance ainsi que de notre sensibilité au vivant auxquelles nous assistons assez passivement.

La dévastation dont il est question repose la question des limites de nos empreintes et ce faisant de **nos modes de vie et de nos formes d'habiter**, avec en ligne de mire la question : comment en produire de plus soutenables pour habiter notre demeure commune ?

Les enjeux écologiques reposent ainsi fortement la question de l'agir, et ce faisant de **l'adaptation de nos démocraties**. Or, les formes politiques collectives hérités déjà évoquées sont bien plus une partie du problème que de la solution, et techno-solutionnisme et durabilisme centralisés ne changeront globalement rien puisque encore enserrés dans une logique développementaliste expansionniste.

En fait, **crise écologique et crise démocratique sont étroitement liées** par une même écologie politique, puisqu'à **l'affranchissement de nos conditions de subsistance** – depuis les villes notamment (conditions que nous allons devoir recouvrer) **correspond la délégation de nos capacités d'action** aux grandes institutions économiques et politiques – emplantées justement dans les villes (capacités que nous allons aussi devoir recouvrer).

Toute démocratie digne de ce nom ne peut sérieusement affronter les enjeux de la dite transition (qui s'apparente bien plus en théorie à une transformation), sans **se ressaisir de la question de nos formes et modalités d'habiter, et plus encore les repolitiser en se relocalisant au plus des ressources de la subsistance**. Seul moyen de se défaire des chaînes du consumérisme/productivisme/extractivisme.

Tel que le disait Gorz, l'écologie c'est *« le souci du milieu de vie en tant que déterminant de la qualité de la vie et de la qualité d'une civilisation »*. Quelle civilisation voulons-nous ? Nous y sommes. Sans retour en arrière mais par un détour par l'histoire, **les régions naturelles et pays géographiques ouvrent ici de belles perspectives**.

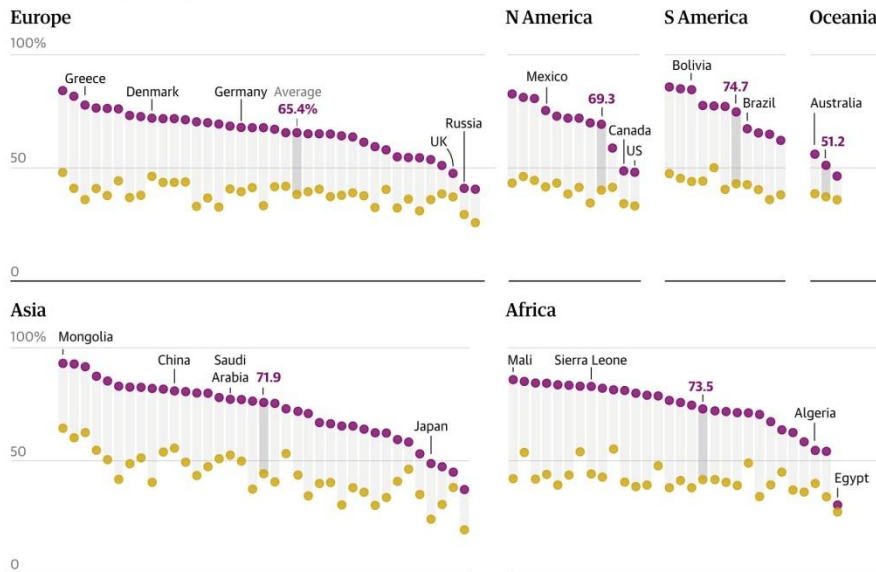
2.3 Remise en capacité

En fait, se resituer, se relocaliser, au plus près des réalités, là où les solidarités humaines et non-humaines peuvent trouver à autrement se fonder, se légitimer, s'exercer, voilà l'option qui semble se dessiner face aux crises simultanément démocratique et écologique. **A protection des conditions écologiques de survie... démocratie à la fois directe et resituée dans la proximité, à des fins d'autonomie**.

Voici les raisons, pour lesquelles **le local incarne à ce jour un souffle démocratique** dans nombre d'enquêtes, selon des modalités associatives, citoyennes et/ou militantes, mais également par des actions menées par certaines collectivités locales. Il existe un **hiatus, au premier chef écologique, entre les désirs sociaux et la réalité des grandes politiques menées principalement encore stato-centrées**.

Perception gap on the willingness to contribute income to fight global warming

Share willing to **personally contribute** 1% of income, versus share of **fellow citizens** respondents believe would do the same



Guardian graphic. Source: Globally representative evidence on the actual and perceived support for climate action, Betsy A. Davis, Tanjira Bonhaus et al. Note: national averages not adjusted for differences in population

Et cela passe beaucoup par la question des **manières de faire communs et communautés, de façon décentralisée et surtout décentralisée.**

Avec ici également une **mutation des formes d'engagement**, moins affidées et déterminées par quelques héritages familiaux et sociaux, et fonctionnant, non sans déterminisme social non plus, bien plus par **affinités, connivences, coappartenances** de plus ou moins longue durée (comme en atteste l'explosion du nombre d'associations sur les 50 dernières années, mais aussi le retour des mouvements coopératifs et mutualistes, ou encore l'éclosion de bien d'autres, comme le mouvement convivialiste).

Une autre **conception des individus sujets en politique** :

- ⇒ **autonome... mais situé et attaché** à des lieux et collectifs
- ⇒ **réflexif... mais actant/agissant** pour la fabrique de leur existence
- ⇒ **plus affranchi politiquement... mais concerné, engagé** dans des mobilisations (du quotidien et de ses modes de vie)

« *Je résiste donc nous sommes* » (Albert Camus, L'Homme révolté, 1951)

2.4 Communs et communautés

A partir de l'analyse d'une grande diversité d'alternatives écologiques, il ressort **trois grandes valeurs communes comme autant de nouveaux rapports au politique** en train d'être forgés par les différents mouvements présentés :

- ⇒ Un **habiter autrement de la terre** comme tempérance et coappartenance, et ce par d'autres cultures du vivant

- ⇒ Un **coopérer directement par d'autres savoir-faire** comme reconnaissance et résilience, et ce par d'autres cultures de soi
- ⇒ Un **autogérer de manière solidaire** comme réassurance, et ce par d'autres cultures démocratiques de l'autre

Voilà pour de **nouvelles subjectivités politiques**, que l'on trouve en France comme ailleurs. Ce triptyque habiter/coopérer/autogérer décrit depuis 2018 recoupe d'ailleurs celui proposé par Rosanvallon en 2014 qui décrivait l'évolutivité des rapports au politique dans les sociétés occidentales :

- ⇒ Revendication de **singularité** (par l'habiter),
- ⇒ Besoin de **réciprocité** (par le coopérer),
- ⇒ Organisation de la **communalité** (par l'autogérer).

On comprend mieux pourquoi, par la relocalisation et la remise en capacité de valeurs, nous assistons aujourd'hui au **retour du fait communautaire et plus encore du faire en commun comme centre d'intérêt**, dans les mondes urbains mais plus encore dans les mondes ruraux, à partir de **communautés villageoises**, notamment (épiceries solidaires, centrales villageoises, prospectives participatives...)

Tiré de la tribune publiée vendredi dernier dans *Libération* et signées par 50 personnes des mondes académiques et politiques, des métiers de la terre et de l'action territoriale.

« Nombre de territoires et leurs communautés villageoises constituent des modèles, y compris démocratiques, à bonne et juste échelle, pour initier la bifurcation écologique nécessaire. »

« Nombre d'entre eux et d'entre elles *sont déjà le creuset d'initiatives qui revisitent les modèles d'actions et les principes de l'aménagement* : dispensaires mobiles et dispositifs de visite à domicile pour lutter contre la désertification médicale, jardins d'insertion pour faire face au chômage et à l'isolement social, mise en régie foncière de la production alimentaire et restauration « ultra locale » pour favoriser les circuits courts, prise en charge par les municipalités de locaux commerciaux afin de soutenir la vie communale, services de véhicules intermédiaires en auto-partage etc. »

Réponses aux questions

Quelles formes cette remise en capacité prend-elle à ce jour concrètement ?

- ⇒ Portrait des **trois grandes catégories remarquées de l'alternative** ces dernières années (interne mais de plus en plus externe, légales comme de plus en plus trans-légales) :

1/ **Mobilisation depuis les organismes et institutions** (vent de « rébellion » depuis les professions et formations, avec surtout bifurqueurs/euses, désert'heureuses... par exemple dans les mondes de la recherche, mais finalement dans plusieurs grandes administrations) : 30 à 50 ans

2/ **Investissement dans la démocratie et ses échéances officielles** (au premier chef par l'interpellation lors des exercices participatifs, et plus encore voire la constitution de listes citoyennes aux élections locales) : + de 50 ans

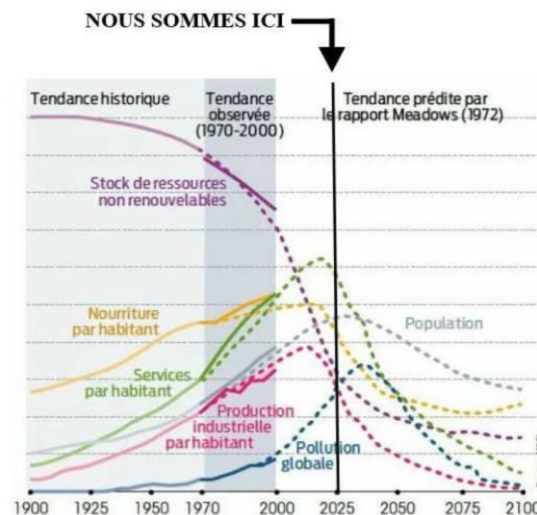
3/ **Décentrement et radicalisation militante** à l'occasion de projets industriels et/ou d'aménagement mais aussi par d'autres formes de vie et d'habiter (micro-collectifs et communautés habitantes) : - de 30 ans

Quelles est la place des FR là dedans ?

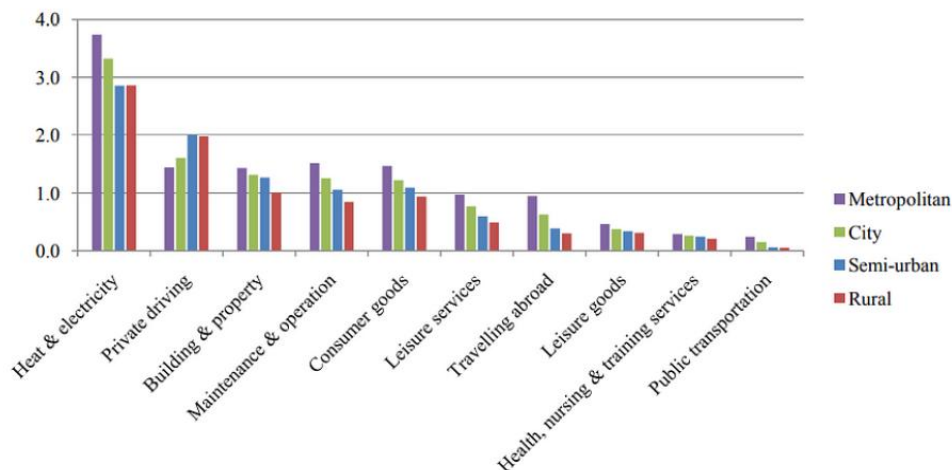
⇒ En théorie première au regard de leur raison d'être, qu'il s'agisse d'éducation populaires ou de savoirs autonomisants (mais concurrence institutionnelle, cf. tiers lieux)

Quel dessein devons-nous collectivement poursuivre pour cela ?

⇒ Prospective sur la base d'autres mailles territoriales et des capacités d'autonomie (auto-subsistance/autogestion) en regard des descente énergétique et compression matérielle engagées, ainsi que des niveaux de consommation selon urbain/rural



Annexe 4 : Heinonen et Junnila 2011



Carte des 496 Pays géographiques en 2014

